



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

### Mesures d'accompagnement pour la jeunesse

Question au Gouvernement n° 3756

#### Texte de la question

#### MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA JEUNESSE

**M. le président.** La parole est à M. Éric Woerth.

**M. Éric Woerth.** Monsieur le Premier ministre, dès le mois d'avril dernier, nous vous alarmions sur la détresse de la jeunesse en utilisant l'expression « génération sacrifiée ». Depuis, vous avez élaboré un plan de vingt-six mesures pour tenter de répondre à ce problème. Mais ces mesures sont-elles à la hauteur de la détresse qui envahit toute une génération ?

Je ne le crois pas, d'abord parce qu'elles s'adressent toutes au même public : celui des jeunes entrant sur le marché de l'emploi, or toute la jeunesse est loin de se trouver dans ce cas. Chaque jeune est unique : il y a ceux qui cherchent leur premier emploi et pour qui ce moment est crucial, mais il y a aussi tous ceux qui sont encore dans un système de formation et qui, vous le savez aussi bien que nous, se trouvent dans une situation désespérée. À ceux-là, vous répondez d'une manière trop complexe et trop dispersée – sur vingt-six mesures, il y en a sûrement une vingtaine de trop.

Sans polémiquer sur le sujet, mon sentiment est que la gravité de la situation appelle à beaucoup plus d'efforts. Le Gouvernement doit mobiliser la nation tout entière : les administrations, les collectivités territoriales, les entreprises, les citoyens ; toutes les forces vives de la nation. Nous parlons d'une jeunesse désœuvrée, esseulée, avec un horizon rétréci ; nous parlons d'un mal-être profond ; nous parlons d'idées suicidaires, de rêves qui s'effondrent. Les questions concrètes sont nombreuses face à la dégradation des conditions d'enseignement. Allez-vous garantir la valeur des diplômes ? Pourquoi n'avoir pas prévu un report des conventions pour que les étudiants puissent faire leur stage ultérieurement, en France ou à l'étranger ? Pourquoi ne pas avoir créé, à l'image du fonds de solidarité, un fonds étudiant pour tous les jeunes qui ne trouvent pas de petit boulot cette année alors qu'ils en avaient un avant la crise ?

Votre action ne peut pas laisser de côté tout un pan de la jeunesse. Nombreuses sont les idées et les initiatives qu'il faut encourager, qu'il s'agisse d'hébergement, de cours de soutien ou de formations expresses qualifiantes. Nombreux sont les acteurs professionnels ou associatifs qui pourraient aider. Il faut clarifier les rôles entre Pôle emploi et les missions locales, il faut créer une *task force* permanente dédiée à la jeunesse au sein du Gouvernement... Bref, se mobiliser plus que jamais pour éviter une génération aux illusions perdues. Monsieur le Premier ministre, le ferez-vous ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

**M. Pierre Cordier.** ...et des suppressions de postes !

**M. Jean-Michel Blanquer**, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports*. Nous sommes évidemment d'accord sur le point de départ de votre question : il y a un problème pour la jeunesse, pas seulement en France, mais dans le monde entier, du fait de l'épidémie. Nous sommes aussi d'accord pour dire avec vous, et avec le Président de la République, que la jeunesse est notre priorité. Nous l'avons affiché très clairement à travers les mesures d'ampleur prises, comme vous le demandez, par plusieurs acteurs du Gouvernement, à commencer par Élisabeth Borne avec le plan « Un jeune, une solution », dont les premiers résultats sont importants. Par exemple, il y a eu plus d'apprentis en 2020 qu'en 2019. C'est très rare, et vous ne trouverez pas ce chiffre dans d'autres pays.

**M. Pierre Cordier**. Historique !

**M. Jean-Michel Blanquer**, *ministre*. Deuxième exemple : il y a eu moins de décrochages en 2020 qu'en 2019 en France. Enfin, aujourd'hui, les lycéens de France vont au lycée, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays d'Europe. La situation française est difficile, à l'image de celle du reste du monde, mais nous apportons des réponses pour essayer d'améliorer les choses. Nous sommes d'accord avec votre description des difficultés de la jeunesse, mais il est plus important encore de bâtir ensemble son lendemain. C'est ce qu'a fait Frédérique Vidal en annonçant, avec le Premier ministre et le Président de la République, le retour progressif des étudiants à l'université, en tenant compte des critères sanitaires, et c'est ce que nous continuerons à faire en tenant un discours positif pour la jeunesse.

**M. David Habib**. Vous n'êtes pas Premier ministre !

**M. Jean-Michel Blanquer**, *ministre*. Sur tous les bancs de l'Assemblée, on devrait s'attacher à définir un avenir positif pour la sortie de crise. C'est ce que nous faisons dans le domaine universitaire ; c'est ce que nous faisons en matière d'emploi, en prenant des mesures qui permettent l'embauche de jeunes dans des proportions qui n'étaient pas atteintes auparavant ; c'est ce que nous devons faire en bâtissant la société du futur dans un discours qui devrait unir la classe politique. Ne cherchons pas la polémique – ce n'est d'ailleurs pas ce que vous avez fait – et asseyons-nous autour de la table pour voir ce que nous pouvons proposer pour l'avenir des jeunes.

## Données clés

**Auteur** : [M. Éric Woerth](#)

**Circonscription** : Oise (4<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3756

**Rubrique** : Jeunes

**Ministère interrogé** : Éducation nationale, jeunesse et sports

**Ministère attributaire** : Éducation nationale, jeunesse et sports

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [10 février 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 février 2021](#)